



PREFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

ARRETE COMPLEMENTAIRE N° D2B1/2006-577
A L'ARRETE N° D2-B1/2000-529 du 13 septembre 2000

**PORTANT AUTORISATION D'EXPLOITER UN CENTRE DE TRI
DE DECHETS MENAGERS PRE-TRIES ET DECHETS INDUSTRIELS BANALS
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE POLIGNAC
PAR LA SOCIETE DE RECUPERATION ET VALORISATION VACHER (SRVV)**

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement - Livre V – Titre 1 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et Titre IV relatif aux déchets,

VU le décret N° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié pris pour l'application des législations susvisées,

VU le décret N° 53-578 du 20 Mai 1953 modifié portant nomenclature des Installations Classées,

VU l'arrêté du 7 janvier 2003 relatif aux installations de distribution de liquides inflammables,

VU l'arrêté d'autorisation d'exploiter un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et déchets industriels banals n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000, modifié par arrêté n° D2B1/2004-31 du 19 janvier 2004,

VU la demande de la SRVV en date du 25 juillet 2005, en vue de modifier les installations de stockage et de distribution de liquides inflammables au sein d'un centre de tri de déchets ménagers pré-triés et déchets industriels banals, au lieu-dit « Z A de Polignac » - Commune de POLIGNAC,

VU le compte-rendu de la présentation du projet à la CLIS du 19 décembre 2005,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et de l'Inspecteur des Installations Classées du 1^{er} septembre 2006,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de sa séance du 14 septembre 2006,

CONSIDERANT que ces installations relevant des rubriques 1432 et 1434 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visées à l'arrêté d'autorisation font l'objet de modifications décrites dans la demande SRVV,

CONSIDERANT qu'une telle demande doit être instruite dans les formes fixées à l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre modifié,

CONSIDERANT que seule l'installation de distribution de liquides inflammables passe du régime non classé à celui de déclaration,

CONSIDERANT que l'activité de distribution de liquides inflammables fait l'objet d'un arrêté de prescriptions pris le 7 janvier 2003,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512.1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1 - Autorisation :

L'article 1 de l'arrêté n° D2-B1 / 2004-31 du 19 janvier 2004 est modifié uniquement en ce qui concerne le tableau de présentation de la nature des installations pour les 2 rubriques 1432 et 1434-1.

Pour ces 2 rubriques, le volume et le régime des activités modifiées sont précisés dans le tableau ci-dessous :

Rubriques	Désignation des activités	Volume	Régime
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	45 000 l de gas-oil et 15 000 l de fuel soit Capacité équivalente : 2,4 m3 (liquide de 2 ^{ième} catégorie et en cuve double enveloppe enterrée avec alarme de détection de fuite)	NC
1434-1	Installation de remplissage de liquides inflammables	1.6 m3/h en débit équivalent	D

ARTICLE 2 – Implantation - Aménagements :

L'article 9 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié. Il est ajouté un troisième alinéa. Cet alinéa a la rédaction suivante :

« Les réservoirs enterrés, les bouches de dépotage et les événements de l'installation de stockage et de distribution de liquides inflammables seront conformes à l'arrêté du 22 juin 1998 ou aux textes qui pourraient s'y substituer.

D'une façon générale, pour les équipements concernés, les distances d'éloignement doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes. ».

L'article 13 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié. Il est ajouté un troisième alinéa. Cet alinéa a la rédaction suivante :

« 13-3. activité de stockage et de distribution de fuel et gas-oil.

Les appareils de distribution et de remplissage devront être ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues. ».

L'article 18 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié.

Il est ajouté un alinéa 18-4. Cet alinéa a la rédaction suivante : « L'installation électrique du poste de distribution comportera un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale sera réalisé au moins une fois par an. La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. »

L'article 19 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié. Il est ajouté un quatrième alinéa. Cet alinéa a la rédaction suivante :

« Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables, ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 ohms. ».

ARTICLE 3 – Exploitation-entretien

L'article 20 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié. Il est ajouté un deuxième alinéa. Cet alinéa a la rédaction suivante :

« L'exploitant doit être en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan " quantités réceptionnées - Quantités délivrées " pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. ».

ARTICLE 4 – Risques

L'article 32 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié. Il est ajouté un alinéa 32-1 rédigé comme suit :

« 32-1. Installation de stockage et de distribution de fuel et gas-oil. Sans préjudice des dispositions du code du travail, et si nécessaire dans le cadre de l'exploitation, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels. D'une façon générale, l'installation de stockage et de distribution de fuel et gas-oil doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :

- pour l'îlot de distribution : un extincteur homologué 233 B ;
- pour l'aire de distribution et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs : d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en oeuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;
- pour le tableau électrique : un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ou un extincteur à poudre ABC ;
- présence sur l'installation d'au moins une couverture spéciale anti-feu.

8-10-3

L'habillage des parties de l'appareil de distribution où interviennent les liquides inflammables (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) doit être en matériaux de catégorie M 0 ou M I au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 modifié portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu.

Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution doivent être ventilées de manière à ne permettre aucune accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté doit constituer un compartiment distinct de la partie où interviennent les liquides inflammables. Ce compartiment doit être séparé de la partie où les liquides inflammables sont présents par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

Lorsque l'appareil est alimenté par une canalisation fonctionnant en refoulement, l'installation est équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Les flexibles de distribution ou de remplissage doivent être conformes à la norme en vigueur. Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié doit empêcher que celui-ci ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible doit être changé après toute dégradation.

Dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution neufs et d'un débit inférieur à 4,8 m³/h sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.

Dans le cas des installations de remplissage, l'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne doivent pas pouvoir s'effectuer sans intervention manuelle.

Toute opération de distribution ou de remplissage doit être contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Les réservoirs de liquides inflammables associés aux appareils de distribution, qu'ils soient classés ou non, seront installés et exploités conformément aux règles applicables aux dépôts classés.»

ARTICLE 5 – Prévention de la pollution de l'eau

8-10-2
72-4
1-6-3

L'article 39 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié. Il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Installation de stockage et de distribution de fuel et gas-oil. Les aires de dépotage, de remplissage et de distribution de liquides inflammables doivent être étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçue de manière à permettre le drainage de ceux-ci.

L'installation de distribution de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits seront stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle, ...).

Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

Un dispositif de collecte indépendant est prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution.

Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution ou de façon à ce qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci. ».

→ arrêté du 18 avril 2008 par le conseil d'arrondissement

ARTICLE 6 – Remise en état en fin d'exploitation

L'article 52 de l'arrêté n° D2-B1 / 2000-529 du 13 septembre 2000 est modifié en totalité. Ce dernier est remplacé par le suivant :

« Au moins trois mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet du département, conformément à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- l'évacuation ou la valorisation de tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets non inertes vers des installations dûment autorisées ;
- la vidange, le nettoyage, le dégazage et le cas échéant la décontamination, puis la neutralisation par un solide physique inerte, des réservoirs et des canalisations de liquides inflammables ou de tous autres produits susceptibles de polluer les eaux sauf si ils ont été retirés, découpés et ferrailés vers des installations dûment autorisées au titre de la législation des installations classées; pour les réservoirs et les canalisations enterrés, les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes s'appliquent. » ;
- des interdictions ou limitations des accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ».

ARTICLE 7

Un exemplaire de cet arrêté est déposé aux archives de la mairie de la commune de Polignac pour être tenu à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté sera affiché, pendant une durée minimale d'un mois, à la porte de la Mairie de Polignac avec indication que l'arrêté est mis à disposition de tout intéressé.

Un procès-verbal relatant l'accomplissement de ces formalités est adressé à la Préfecture – 2^{ème} Direction – 1^{er} Bureau.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur l'exploitation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis portant à la connaissance du public l'autorisation accordée à la S.R.V.V. sera inséré, aux frais de celle-ci, dans deux journaux locaux par les soins du Préfet.

ARTICLE 8

Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé du dossier de demande modificative et des plans déposés de l'établissement seront remis à l'exploitant qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 9

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'entreprise et de ses installations présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de l'achèvement des formalités de publicité ou d'affichage prévues à l'article 9 du présent arrêté ; les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des

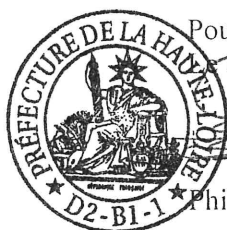
constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement
- M. le Directeur Départemental des Services Incendie et Secours
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Loire
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- M. le Maire de Polignac
- M. le gérant de la S.R.V.V.
- les membres de la Commission Locale d'Information et de Surveillance.

Fait au Puy-en-Velay, le 17 octobre 2006



Pour le Préfet,
Secrétaire Général,

Philippe JAUMOUILLIÉ